

N° DP 23/863

DECISION DU PRESIDENT

**QUITTANCE PROVISIONNELLE RELATIVE AUX TRAVAUX DE
CONFORTEMENT D'URGENCE DU MUR DE SOUTÈNEMENT
BOULEVARD LERY PROLONGE A SIX-FOURS-LES-PLAGES SUITE
A LA RUPTURE DE LA CANALISATION APPARTENANT A LA
SOCIÉTÉ DU CANAL DE PROVENCE LE 29 AVRIL 2023 -
ACCEPTATION ET SIGNATURE**

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le courrier de la Métropole du 25 juillet 2023 valant réclamation financière auprès de la Société du Canal de Provence (SCP),

VU la quittance provisionnelle adressée à la Métropole,

CONSIDERANT que l'évènement du 29/04/2023 au cours duquel la rupture d'une canalisation appartenant à la société du Canal de Provence a entraîné des dommages sur le mur de soutènement de la voirie situé boulevard Léry prolongé à Six-Fours-Les-Plages, lequel a conduit la Métropole à engager en urgence des travaux de sécurisation de l'ouvrage,

CONSIDERANT qu'à l'issue des travaux d'urgence, la Métropole a adressé une première réclamation financière à la SCP le 25/07/2023 d'un montant total de 146 680,34 euros TTC (travaux Eiffage, diagnostic géotechnique, mise en place d'étaisements),

CONSIDERANT que la SCP et son assureur ont dans un premier temps adressé une quittance provisionnelle d'un montant de 104 298,26 euros, correspondant au remboursement des travaux d'Eiffage,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACCEPTER ET DE SIGNER la quittance provisionnelle en annexe pour un montant de 104 298,26 euros TTC.

ARTICLE 2

DE DIRE que la somme sera inscrite en recette à l'opération N°302100 article N°2152, Budget principal.

La présente Décision sera

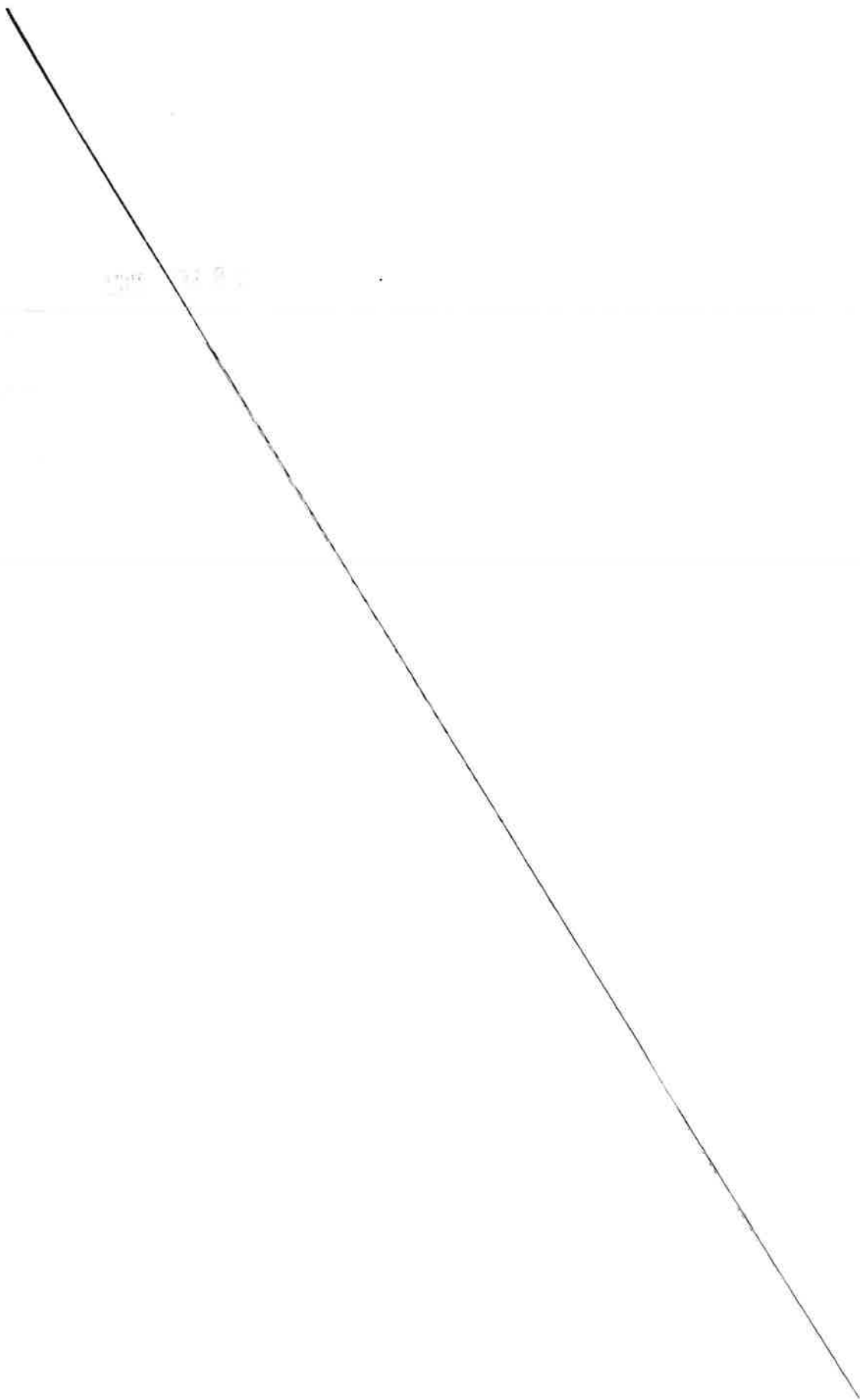
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **18 SEP. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





Toulon, le **25 JUL. 2023**

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Société du Canal de Provence
Le Tholonet
CS 70064
13182 Aix-en-Provence CEDEX 5

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

Finances et Moyens

Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :

Direction Affaires Juridiques
Service Juridique et Assurance
Cécile MORETTO

Responsable Assurances

Tél : 04.94.03.97.63

service-assurances@metropoletpm.fr

N/Réf : DAJ/ SA/ CP/CM/2023-175

V/Réf : Cx 2023-0021 FC-23D-00 1245

OBJET : Réclamation financière suite aux travaux de sécurisation du mur de soutènement sis boulevard de Léry Prolongé à Six-Fours-Les-Plages - Sinistre du 29 avril 2023 – Réponse à votre courrier du 4 juillet 2023

AR: 1A 193 761 9583 8

Monsieur le Directeur Général,

Nous faisons suite à notre correspondance du 16 juin dernier valant mise en cause de la responsabilité de votre société à la suite du sinistre du 29 avril dernier au cours duquel le piquage DN300 aveugle sur la conduite d'adduction DN500 appartenant à votre société a cédé entraînant une fuite d'eau massive.

Pour mémoire, un courriel a été adressé à vos services le 4 juillet 2023, ainsi qu'à l'expert de votre compagnie d'assurance faisant état de la réalisation complète des travaux provisoires de sécurisation de l'ouvrage de soutènement en béton préfabriqué soutenant le boulevard Léry Prolongé à Six-Fours (*pièce-jointe n°1*).

La Métropole est ainsi en mesure de présenter sa réclamation financière relative aux travaux de sécurisation d'urgence.

Au préalable, nous entendons produire les observations suivantes suite à la réception de votre courrier du 4 juillet dernier.

1. Sur la compétence de la Métropole au regard des travaux de sécurisation de l'ouvrage :

Vous rappelez à juste titre que les travaux sur l'ouvrage métropolitain que constitue le mur de soutènement incombent à la Métropole ; ce qui n'a pas été débattu lors de notre réunion du 7 juin. Toutefois, bien que ces travaux relèvent de notre office, il convient de rappeler que ces derniers ont été rendus nécessaires et obligatoires du fait d'un dysfonctionnement d'un ouvrage appartenant à votre société et dont l'entretien vous incombait.

La Métropole peut dans ces conditions valablement exercer une action indemnitaire en réparation intégrale du préjudice subi.

2. Sur la consultation préalable de la SCP pour la sécurité des ouvrages :

Vous nous alertez sur la nécessité de vous consulter préalablement à la réalisation de tout travaux à proximité de votre ouvrage et notamment sur la présence à moins de 70 cm de ce dernier d'une semelle en béton.

Sur ce point, il est nécessaire de rappeler qu'il s'agissait de *travaux d'urgence*, que la mise en œuvre d'une semelle en béton s'est avérée indispensable et n'affecte pas la sécurité des ouvrages de la SCP.

La sécurité des ouvrages vous appartenant est tout aussi importante que la sécurité des usagers de la voirie dont le mur de soutènement constitue son accessoire.

Aussi, il apparaît indispensable et urgent que vos services proposent une solution technique permettant de procéder au dévoiement de vos ouvrages sur l'emprise du mur en cause qui soutient une voirie très fréquentée.

Pour mémoire, le courrier de notre Direction de l'Eau et de l'Assainissement du 11 juillet dernier vous alertait sur le caractère impératif de mettre en œuvre un dispositif permettant de s'affranchir du passage de vos canalisations sur ce type d'ouvrage sans attendre un projet global de doublement (*pièce jointe n°2*).

3. S'agissant de la position de votre assureur :

Comme énoncé dans notre correspondance du 16 juin 2023, l'existence d'un lien de causalité est d'ores et déjà établi et reconnu par vos soins lors de notre réunion du 7 juin. La position de votre assureur en l'espèce n'aura pas d'incidence sur la procédure de réclamation initiée par la Métropole à votre encontre.

Dans l'hypothèse où votre société refuserait d'indemniser la Métropole à hauteur des dommages subis du fait du dysfonctionnement de votre ouvrage sur l'ouvrage métropolitain, la Métropole se verrait contrainte de saisir la juridiction compétence afin de faire prévaloir ses droits.

4. Sur la mise en œuvre d'aciers verticaux en complément des injections

Il convient de rappeler que cette solution technique a été écartée dès notre réunion du 7 juin puisque techniquement peu favorable.

Par conséquent, les travaux de sécurisation provisoire du mur de soutènement étant achevés, la Métropole est à même de présenter ce jour une réclamation indemnitaire à hauteur de **146 680,34 euros TTC** décomposée comme suit (*pièce jointe n°3*) :

- Travaux d'urgence Eiffage : 104 298,26 TTC ;
- Diagnostic géotechnique (mission G5) préalablement à la mise en place de remblais d'épaulement contre l'ouvrage : 19 107,84 euros TTC.
- Mise en place d'étaisements : 23 274,24 euros TTC.

Aussi, nous vous saurions gré de bien vouloir nous adresser dans un délai de trois semaines à compter de la réception de la présente un chèque à l'ordre du Trésor Public du montant susmentionné.

A défaut de réception du chèque dans le délai susmentionné, nous vous informons qu'un titre de recette sera émis à votre encontre. En effet, ce sinistre ayant engendré des dépenses non prévues impactant fortement son budget, la Métropole compte sur votre diligence pour procéder au remboursement des sommes engagées.

S'agissant des mesures définitives de confortement de l'ouvrage, la mission G5 confiée à la société ERG permettra de déterminer, en concertation avec vos services, les travaux de confortement définitifs à réaliser.

Les services opérationnels ne manqueront pas de vous associer à chaque étape.

Enfin, ces travaux de confortement définitifs, une fois déterminés et réalisés, feront l'objet d'une seconde réclamation indemnitaire de notre part.

Comptant sur votre diligence, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, à l'assurance de ma considération.

Pour le Président,
Par délégation,

Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint Finances et Moyens



Liste des pièces jointes :

- PJ n°1 : courriel de la Métropole du 4 juillet 2023
- PJ n°2 : courrier de la DEA du 11 juillet 2023
- PJ n°3 : factures des entreprises

Nos références : GAB-165879

QUITTANCE PROVISIONNELLE

104 298,26 Euros TTC (Cent quatre mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros, vingt-six centimes)

Je soussigné(e) Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Représentant la METROPLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (ci-après dénommée MTPM), située Hôtel de la Métropole, 107 bd Henri Fabre CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9

Accepte de recevoir de :

- la Société d'assurance ZURICH INSURANCE PLC, dont la succursale pour la France est située 112 avenue de Wagram, 75808 PARIS Cedex 17
La somme de **59 298,26 Euros**
- la Société du CANAL DE PROVENCE ET D'AMENAGEMENT DE LA REGION PROVENCALE, située Le Tholonet, CS 70064, 13182 AIX EN PROVENCE CEDEX 5
La somme de **45 000 Euros** au titre de sa franchise contractuelle

Soit un total de **104 298,26 Euros**, au titre des travaux de confortement d'urgence (Devis/DGD EIFFAGE TRAVAUX n° CO-162-0623), suite à l'évènement du 29/04/2023 au cours duquel la rupture d'une canalisation a entraîné des désordres sur le mur de soutènement d'une voirie, appartenant à la MTPM, sur la commune de 83140 Six-Fours-les-Plages.

(La somme de 104 298,26 Euros constitue une provision, dans l'attente de la finalisation du chiffrage des dommages consécutifs au sinistre du 29/04/2023, par le Cabinet d'expertise STELLIANT).*

* A savoir: la somme de 19 107,84 € TTC pour le diagnostic géotechnique (mission G5), ainsi que la somme de 23 274,24 € TTC correspondant à la mise en place d'étalement, correspondant aux travaux de sécurisation provisoire du mur de soutènement.

En conséquence, la METROPLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE donne par la présente quittance de la somme sus-indiquée.

Le signataire doit faire précéder sa signature des mots manuscrits « ***lu et approuvé – Bon pour quittance de la somme de (En toutes lettres) dans les termes ci-dessus*** ».

Fait à Toulon

Le 29/04/2023

(Signature)